

# 2<sup>e</sup> tour des élections législatives – faits marquants

8 juillet 2024

## Note d'analyse

### 10 enseignements pour un scrutin

#### 1. Une participation toujours très haute.

Avec 66,63% de participation contre 66,71% au 1<sup>er</sup> tour, les Français se sont encore massivement déplacés pour ces législatives anticipées.

#### 2. Au 2<sup>e</sup> tour, on élimine, un adage qui se vérifie particulièrement <sup>1</sup>.

46% des électeurs indiquent s'être rendus aux urnes pour faire barrage au RN, contre 36% pour faire barrage au NFP et 18% pour faire barrage à la majorité présidentielle sortante. Si la très grande majorité des électeurs LFI avaient pour objectif de faire barrage au RN (93%), c'est une proportion 2/3 (contre le NFP) et 1/3 (contre la majorité Ensemble) pour l'électorat du Rassemblement national. Pour Ensemble, les électeurs étaient 28% à vouloir faire barrage au NFP et 72% au RN. Enfin, pour LR, 10% voulaient faire barrage à la majorité sortante, 27% au NFP et 63% au RN. Clairement, le front républicain était donc encore majoritairement concentré contre le RN, ce qui explique son score en deçà des attentes.

#### 3. Le RN, 1<sup>er</sup> parti de France, une tendance de 1<sup>er</sup> tour que le 2<sup>d</sup> tour vient conforter <sup>2</sup>.

Le RN est annoncé comme perdant ce 2<sup>e</sup> tour. C'est factuellement vrai, car il aura moins de députés que le bloc de gauche et le bloc central. Toutefois, il est important de constater que ses candidats ont recueilli le plus de voix le 7 juillet : 8 744 259, et même 10 109 223 si on ajoute ses alliés LR-Ciotti. C'est 500 000 voix de moins qu'au 1<sup>er</sup> tour, mais le RN avait élu 37 députés le 1<sup>er</sup> juillet. A contrario avec 7 005 018 bulletins, le NFP réunit près de 2M de bulletins en moins qu'au 1<sup>er</sup> tour (8 895 226). Pour 32 députés élus il y a 8 jours. La majorité présidentielle fait, elle, presque aussi bien puisqu'elle réunit 6 313 808 bulletins au 2<sup>ème</sup> tour, soit 112 000 de moins que le 30 juin. En regardant les pourcentages de voix obtenus, le RN et ses alliés réunissent 37,05% des voix (contre 33,22% au 1<sup>er</sup> tour), la majorité présidentielle sortante réunit 23,14% des voix contre 20,04% au 1<sup>er</sup> tour. En revanche, le NFP avec 28,06% des voix au 1<sup>er</sup> tour régresse à 25,68% au 2<sup>e</sup> tour. L'alliance électorale était très profitable pour la gauche, la plaçant en tête des sièges obtenus le soir du 2<sup>d</sup> tour. Certes la gauche s'est davantage désistée pour éviter les triangulaires (58% vs 42% pour la majorité sortante, un écart qui n'est pas considérable), mais de là à écrire qu'elle a gagné les élections...

#### 4. Quelle majorité ?

La situation, à l'issue de ces législatives anticipées, est finalement celle qui avait été envisagée au moment de l'annonce de la dissolution : aucune majorité absolue stable ne semble vouloir / pouvoir s'exprimer et les 3 blocs qu'on voyait se former sont effectivement là. Une chose est certaine : le RN n'aura pas la majorité, mais il est bien parti pour être le 1<sup>er</sup> groupe de la législature. Une majorité NFP semble compliquée à mettre en œuvre, car cela supposerait que tous ses élus siègent ensemble et qu'ils réunissent une petite centaine d'élus de la majorité sortante et des divers. Pour la majorité actuelle, elle est également encore loin des 289 sièges et pour la construire il lui faut allier des députés EELV, PS, LR soit un attelage difficile.

<sup>1</sup> OpinionWay, sondage Jour du vote, 2<sup>e</sup> tour des législatives, 7 juillet 2024

<sup>2</sup> Chiffres officiels du ministère de l'Intérieur : [https://www.resultats-elections.interieur.gouv.fr/legislatives2024/ensemble\\_geographique/index.html](https://www.resultats-elections.interieur.gouv.fr/legislatives2024/ensemble_geographique/index.html)

## 5. Une Assemblée nationale qui va devoir innover dans son fonctionnement

La logique majoritaire de la Vème République va engendrer de profonds changements à l'Assemblée. En effet, les groupes politiques doivent indiquer s'ils se situent dans la majorité ou dans l'opposition. Ensuite, cela détermine des postes de vice-présidents, questeurs, de président de la commission des finances, etc. Avec une majorité relative sortante qui réunissait 100 députés de plus que l'intergroupe de gauche, la répartition des postes n'était pas le problème majeur. Qu'en sera-t-il le 18 juillet à l'ouverture de la législature ? A date, difficile de le savoir. Les quelques jours qui viennent vont donc donner lieu à des négociations et l'on pourrait voir des députés fluctuer ou des petits groupes se créer. La potentielle majorité se construira donc sur des bases peu solides.

## 6. Gabriel Attal, à surveiller pour la suite.

Le Premier ministre a fait une vraie campagne d'entre-deux-tours, s'est mobilisé pour son camp tout en assumant son opposition – difficile d'exprimer un autre terme – avec le président de la République. Sa déclaration à Matignon le 7 juillet indique qu'il veut travailler sur l'après et, avec son passé social-démocrate et sa bonne entente avec l'aile droite de la macronie, il peut être la synthèse qui réunirait une majorité sur son nom, ce qui serait un fait notable et politique majeur. Car il est aussi l'un des rares leaders à avoir mené ce combat des législatives qui va siéger au Palais Bourbon. Ce n'est pas le cas ni de Jean-Luc Mélenchon et Marine Tondelier (les 2 figures de la campagne côté NPF) ni de Jordan Bardella.

## 7. La Vème République « *et en même temps* » la IVème...

Sous la Vème République, le Premier ministre tire sa légitimité du président de la République. Sauf en cas de dissolution, mais les exemples de 1986, 1993 et 1997 ont amené à Matignon des PM sans négociations au sein des majorités : Jacques Chirac, Édouard Balladur et Lionel Jospin en étaient les leaders pendant les campagnes. Si un Premier ministre créait sa propre majorité, il pourrait l'imposer au président. On reviendrait en somme à la IVe République avec un président qui nomme le PM que l'Assemblée a décidé de placer à la tête du gouvernement. La nomination du PM est un pouvoir du président, mais Emmanuel Macron peut-il se risquer à désigner une personnalité qui devrait trouver ensuite l'assise parlementaire pour gouverner ? Le programme sera également celui que la majorité construira, peut-être en piochant des propositions au sein de celles des différents blocs.

## 8. Quel gouvernement ?

Le gouvernement de techniciens reste toujours une option, mais ce serait un nouveau risque pris par Emmanuel Macron, sauf s'il faisait le constat, partagé par les groupes politiques, que personne ne veut gouverner. Néanmoins, dans un tel cas de figure, de nombreux députés demanderaient sa démission. Reste que de nombreux élus rêvent d'un poste gouvernemental et y siéger dans une période qui marquera notre histoire politique, c'est tentant. In fine, plus que de former un gouvernement, l'inconnu demeure dans le programme qui sera appliqué.

## 9. Quel programme ?

Parmi les tendances qui pourraient faire consensus : une hausse de la fiscalité (la teneur – notamment concernant la politique de l'offre – dépendrait d'où penche la balance), une volonté de poursuivre une politique de mix énergétique (peu probable que la relance du nucléaire soit remise en cause, mais les énergies renouvelables continueront à être développées) et peut-être une loi sur l'eau qui peut être un sujet de consensus depuis LFI jusqu'à Horizons....

## 10. Emmanuel Macron ?

Il est incontestablement le grand perdant d'une séquence qu'il a lui-même provoquée. Ayant parié sur une campagne courte avec une gauche divisée incapable de l'empêcher de se construire une majorité face au RN, il se retrouve avec une gauche revigorée (même si l'unité sera plus dure que pendant la campagne) et un RN qui est finalement là où il voulait être : en position de force pour préparer 2027 ! Mais avec 10M d'électeurs, un allié et 142 députés au lieu de 88... Après 7 ans de mandat, il va donc être contraint de faire ce qu'il n'a jamais fait, qu'il n'aime pas faire et que tous ses prédécesseurs ont pourtant fait : de la politique... !